

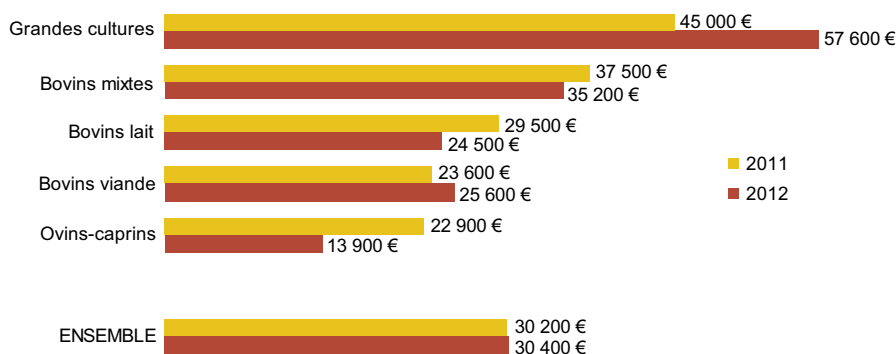
Revenu agricole 2012 : une évolution contrastée

Après une année 2011 difficile, l'élevage auvergnat connaît de nouveau une année délicate en 2012 même si le revenu agricole se redresse pour certaines productions. La dispersion des revenus entre les différentes orientations économiques continue à s'accroître et l'augmentation des charges d'exploitation vient absorber la progression du produit de l'exercice.

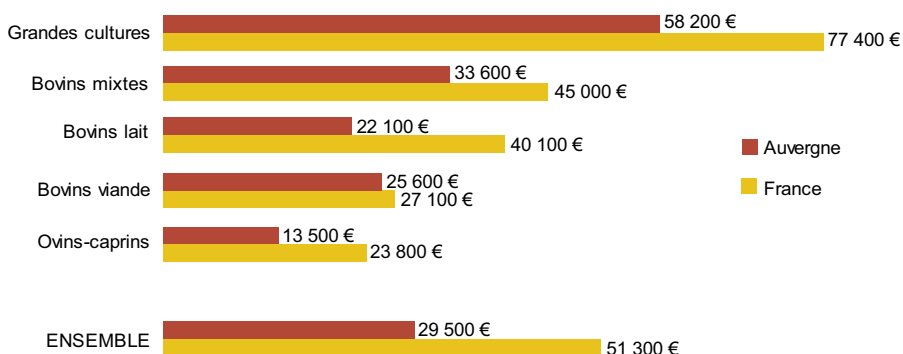
En 2012, toutes orientations confondues, le Résultat Courant Avant Impôt (RCAI) s'élève en moyenne à 29 500 € en Auvergne soit une baisse de 1 000 € par exploitation par rapport à 2011. Il demeure toujours nettement en deçà du chiffre moyen national (51 300 €), résultat le plus élevé observé depuis une vingtaine d'années dans l'hexagone. Toutefois, de grosses disparités apparaissent selon l'orientation économique.

A échantillon constant (voir avertissement ci-contre), le revenu régional se stabilise (0,7 %) pour l'ensemble des exploitations. En élevage ovin, il recule de près de 40 % alors qu' en « grandes cultures » il s'améliore de 28 %. L'élevage « bovin lait » connaît de grosses difficultés avec un repli de plus de 17 %, suivant la tendance nationale où la baisse atteint en moyenne 20 % par rapport à 2011. La part des exploitations ayant un résultat négatif reste stable en Auvergne (5 %) alors que celle des plus hauts revenus diminue. Ce constat s'inverse à l'échelon national. La dispersion des revenus auvergnats connaît une évolution contrastée en 2012 au sein des différentes orientations économiques. En cultures céréalières, l'écart entre les résultats les plus forts et les plus faibles progresse de plus de 25 % par rapport à l'exercice 2011. Il s'amenuise en « bovin viande » de près de 30 % en raison d'une amélioration sensible de la valeur de la production.

Comparaison 2011-2012 du RCAI par exploitation et par OTEX en Auvergne (échantillon constant) L'OTEX « grandes cultures » en nette progression



Comparaison Auvergne-France du RCAI en 2012 par exploitation et par OTEX (échantillon complet) Des revenus régionaux 30 % inférieurs au niveau national



Source : Agreste - RICA 2011 et 2012

Avertissement

Les données présentées ici, notamment dans le tableau chiffré "moyennes par exploitation selon les systèmes de production en 2012" de la dernière page, sont des valeurs moyennes par exploitation calculées sur l'échantillon complet du RICA Auvergne de 360 exploitations. Les évolutions inter-annuelles sont en revanche réalisées sur un échantillon constant d'exploitations, c'est-à-dire des unités présentes à la fois en 2011 et en 2012 (336 exploitations en Auvergne, 6 746 en France métropolitaine). Elles sont exprimées en valeur courante, c'est-à-dire sans déduction de l'effet inflation.

Ramené à l'unité de main-d'œuvre non salariée, le différentiel avec le niveau national s'amplifie depuis 2007.

Grandes cultures : une bonne année

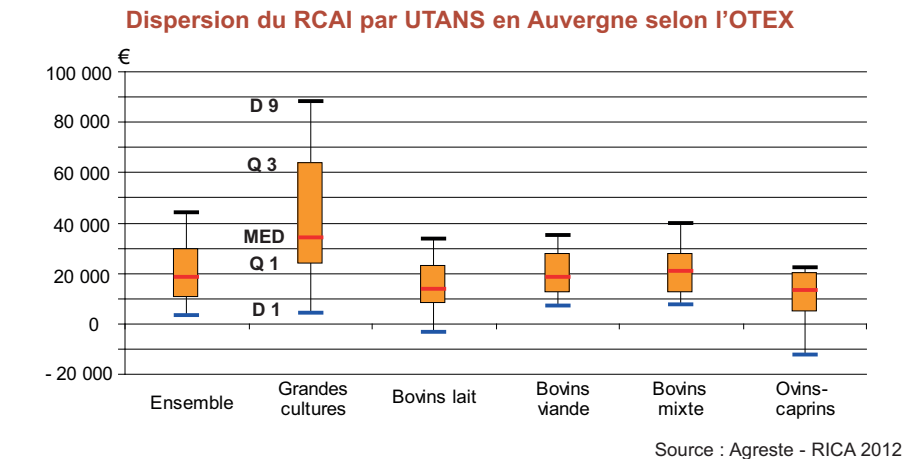
Le RCAI des exploitations de « grandes cultures » s'élève en moyenne à 57 600 € pour une exploitation auvergnate, soit un bond de 25 % par rapport à la campagne précédente. En métropole, l'exercice 2012 dégage un revenu de 78 100 € soit une hausse de 19 %. Depuis 2000, ce sont les meilleurs résultats obtenus dans cette orientation avec des rendements proches des normales, plus favorables qu'en 2011, et des prix de vente plus rémunérateurs. Le blé s'est commercialisé à des cours supérieurs de 9 % à la campagne précédente, jusqu'à 16 % en maïs grain. Pour les oléagineux, les prix de vente progressent également de plus de 8 % en colza et de 11 % en tournesol.

L'envolée des charges d'approvisionnement affecte le résultat final avec une augmentation de 17 % par rapport à 2011. C'est le poste fertilisation qui s'accroît le plus avec près de 30 % de hausse, suivi des carburants avec 20 % et des semences, 9 %. Ramené à la SAU, le montant moyen des charges d'approvisionnement s'élève à 551 €/ha contre 623 €/ha en France métropolitaine où l'on enregistre des coûts de traitements phytosanitaires plus élevés.

Bovins lait : des prix en baisse

Encore une année difficile pour les éleveurs laitiers auvergnats avec un RCAI qui chute de plus 15 % par rapport à la campagne précédente, baisse importante également au niveau national avec un recul de 20 %.

Avec un revenu auvergnat de 15 700 €/UTANS en 2012, c'est un repli de 25 % par rapport à 2011 et 30 % par rapport à 2010, soit un revenu mensuel équivalent au SMIC pour une activité particulièrement contraignante et exigeante en travail. Deux facteurs principaux expliquent



Note de lecture : le rectangle jaune représente le RCAI par UTANS après élimination de 25 % des revenus les plus faibles (Q1) et 25 % des revenus les plus élevés (Q3), soit la moitié de la population. Il est coupé par la médiane (MED) qui partage les effectifs de la série en deux parts égales. D1 correspond à 10 % des exploitations, D9 à 90 %.

On observe ainsi une plus forte dispersion du RCAI au sein de l'OTEX "grandes cultures" qu'en élevage.

ces résultats décevants. Le prix du lait s'est effrité de 5 % en Auvergne par rapport à 2011, ce qui a entraîné une légère baisse des livraisons. Cette situation est similaire dans les grandes régions productrices et au niveau national (- 3 %).

L'autre frein au redressement du résultat reste le montant des charges d'approvisionnement qui ont progressé de 5 % sur l'exercice précédent (9 % en France). Le poste alimentaire en constitue la majorité avec un coût des concentrés qui augmente de 7 % même si les achats de fourrages reculent de 16 %. Au final, le coût alimentaire s'élève, en moyenne, à 373 €/UGB, légèrement supérieur à la moyenne nationale (350 €/UGB).

Les achats de semences fourragères ont également progressé de 10 % afin d'assurer le renouvellement des prairies suite aux dégâts de la sécheresse passée.

Bovins viande : des prix rémunérateurs

Les éleveurs de « bovins viande » dégagent des revenus plus faibles que la moyenne, mais en progression de près de 9 % par rapport à 2011. Néanmoins, pour la première fois depuis 2005, l'Auvergne se retrouve en dessous de la moyenne

nationale dont la progression atteint 27 % sur une année. Plus de la moitié des exploitations auvergnates ont vu leur revenu s'améliorer (64 % en France). La valeur de la production a grimpé de 18 % au niveau local et national et les prix de vente des animaux se sont redressés. En produc-

Le RICA ?

EUROPE : le Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations comptables individuelles. Réalisée dans les états membres selon des définitions et des règles communes, elle permet de comparer les résultats obtenus pour les différents types d'agriculture européenne. Cette analyse micro-économique est réalisée auprès de 82 000 exploitations moyennes et grandes dans les 27 états membres de l'Union Européenne.

FRANCE : l'échantillon observé en 2012 (7 300 exploitations) représente 305 000 exploitations "moyennes et grandes".

AUVERGNE : l'échantillon de 360 exploitations en 2012 représente 14 000 exploitations et permet d'obtenir des résultats pour 5 systèmes de production.

Chaque exploitation a un coefficient de pondération qui tient compte de son OTEX, de sa taille et de sa région.

tion de broutards, qui est largement majoritaire dans la région, les prix moyens de vente ont progressé de 15 % comparés à l'année 2011. Les vaches de réforme ont également été commercialisées à des cours supérieurs de 16 % à l'exercice précédent.

Attention, cette relative embellie pourrait être de courte durée en raison du repli des cours du maigre en fin d'année 2012 et à l'érosion du cheptel de souche qui se poursuit. Malgré un élevage bovin plus extensif en Auvergne, le résultat est pénalisé par des charges d'approvisionnement (347 €/UGB) équivalentes à celles du niveau national. Le poste alimentation représente 40 % des charges totales d'approvisionnement et les frais vétérinaires augmentent de 7 % par rapport à 2011.

Bovins mixtes : un repli dû au lait

En raison d'un prix du lait à la baisse et malgré l'augmentation des cours de la viande, le RCAI en Auvergne est en baisse de 6 %, à 35 200 € par exploitation. Les résultats restent cependant supérieurs aux élevages spécialisés en viande ou en lait. Avec 45 700 € de moyenne en France métropolitaine (échelon constant), la baisse du revenu est plus marquée (9 %) en raison d'une activité laitière plus importante : on dénombre en moyenne 14 vaches laitières de plus et 10 vaches allaitantes de moins dans le troupeau mixte français que dans son homologue auvergnat. Les charges en alimentation ont donc été plus pénalisantes au niveau hexagonal (+ 6 %) que local (+ 1 %), représentant néanmoins un coût de 264 €/UGB en Auvergne. Il faut relever également une progression de 12 % des frais vétérinaires qui s'élèvent à près de 50 €/UGB.

Au final, seulement 37 % des producteurs ont vu leur revenu augmenter par rapport à l'exercice précédent tant en Auvergne qu'au niveau national. Ce système de production reste exigeant en main-d'œuvre (1,63 UTA contre 1,49 pour l'ensemble des orientations régionales).

Ovin : un revenu grevé par la baisse du produit d'exploitation

Après la contribution positive du bilan de santé de la PAC de 2010, le RCAI moyen auvergnat chute de près de 40 % par rapport à l'exercice 2011 (13 900 € contre 23 800 € en 2011). Cette tendance est différente selon les régions françaises et leur spécialisation (lait ou viande). L'évolution moyenne en France demeure stable (- 0,6 %). La production ovine reste à la dernière place des orientations auvergnates et l'écart se creuse avec les autres types d'élevage. La présence du virus de Schmallenberg a fortement pénalisé la prolificité des brebis avec comme conséquence une diminution des ventes d'animaux de plus de 9 %. Pourtant, les prix de vente des agneaux sont en hausse de 2 % en Auvergne et de 4 % en France, dopés par le recul des importations britanniques et néo-zélandaises. Fortement impacté en 2011 par les achats de fourrages pour palier la sécheresse, le poste alimentation (235 €/UGB) se stabilise, malgré une progression de 6 % des coûts en concentré. Le poste engrais a connu une hausse de 33 % en raison d'une meilleure fertilisation des surfaces fourragères pour reconstituer les stocks. La baisse des subventions d'exploitation (- 7 %) contribue éga-

lement au recul du revenu des moutonniers auvergnats dont seulement 46 % connaissent une amélioration (48 % en France).

EBE : l'Excédent Brut d'Exploitation inférieur de 30 % au niveau national

L'EBE est un solde intermédiaire de gestion, utilisé plus couramment par les offices comptables qui fournissent les comptabilités nécessaires au RICA.

C'est un bon indicateur d'appréciation de la performance d'une exploitation agricole sans influence des options de financements ou fiscales.

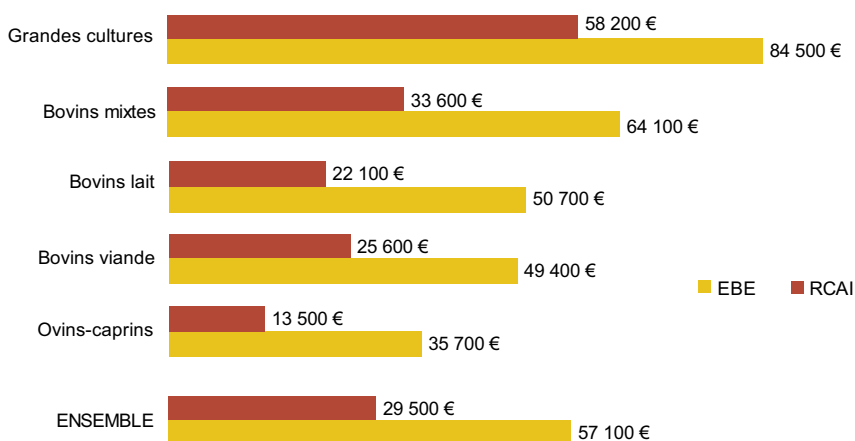
Contrairement au RCAI, ce critère ne tient pas compte de la dotation aux amortissements, du solde des produits financiers et des charges financières.

En 2012, l'EBE moyen s'élève à 57 100 € pour une exploitation auvergnate, loin des 85 200 € pour une exploitation en France métropolitaine mais avec une progression semblable par rapport à l'exercice 2011.

Il reste toujours plus favorable pour les céréaliers (84 500 €) que pour les éleveurs ovins (35 700 €).

Le RCAI moyen auvergnat constitue 52 % de l'EBE moyen. Le différentiel est conséquent entre les orientations d'élevages (de 38 % en ovins à 52 % en bovin viande) et les grandes cultures (69 %).

EBE 2012 en Auvergne par exploitation et par OTEX



Subventions d'exploitation : en baisse mais toujours prépondérantes

Le montant moyen des subventions d'exploitation s'élève à 40 100 € soit un recul de 6 % par rapport à l'exercice 2011. Du fait des soutiens spécifiques de compensation du handicap géographique (notamment l'ICHN), ce chiffre reste supérieur au montant moyen national (31 100 € en recul de 2 %). Les aides attribuées au titre de la sécheresse 2011 et versées sur l'exercice 2012 ne représentent plus que 2 % du total des subventions. La prime au maintien du troupeau allaitant, largement sollicitée dans la région, a diminué de 3 % en moyenne par exploitation.

Les subventions d'exploitation occupent toujours une part prépondérante dans la constitution du revenu. En Auvergne, ce ratio atteint 132 % contre 61 % au niveau national. Sans l'apport de ces aides, les exploitations auvergnates obtiendraient donc un revenu négatif, hormis en orientation « grandes cultures ». En effet, un producteur de céréales perçoit une subvention moyenne de 301 €/ha de SAU dont 84 % en DPU. A l'opposé, un éleveur ovin reçoit 506 €/ha de SAU ou 402 €/UGB. En élevage « bovin laitier » l'écart est plus important entre le niveau local (433 €/ha ou 472 €/UGB) et le niveau national (374 €/ha ou 354 UGB/ha) en raison de structures plus modestes en Auvergne. C'est le même constat en élevage mixte.

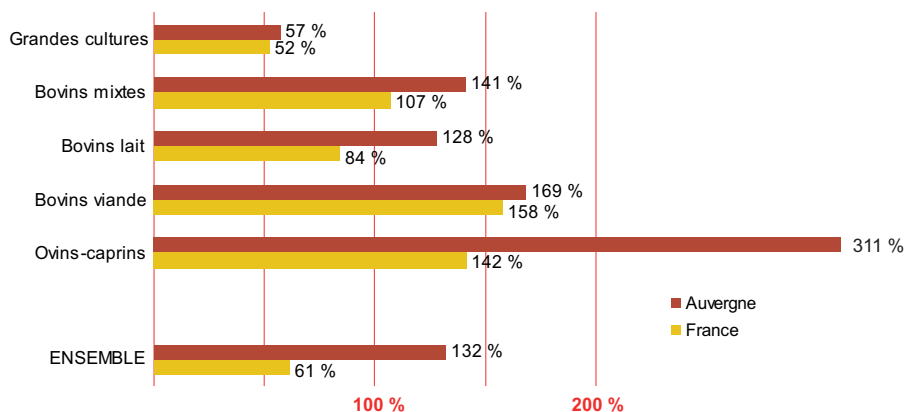
Définitions

Subventions d'exploitation = droits à paiement unique (DPU) + aides aux productions animales et végétales + autres aides nationales et communautaires (ICHN, PHAE, ...) + aides locales et régionales.

Charges d'exploitation = charges d'approvisionnement + autres charges d'exploitation y compris impôts et taxes, charges de personnel et dotation aux amortissements.

Poids des subventions dans le RCAI par OTEX

En Auvergne, l'élevage est encore tributaire des subventions



Source : Agreste - RICA 2012

Charges d'exploitation : toujours pénalisantes

Les charges d'exploitation se divisent en deux grandes catégories : les charges d'approvisionnement (matières stockables) et les autres charges dont le poste le plus représentatif reste les amortissements. 2012 représente le deuxième exer-

cice consécutif d'augmentation des charges d'approvisionnement tant en Auvergne (+ 8 %) qu'au niveau national (+ 9 %). Ramené à la surface, le coût moyen s'élève à 507 €/ha de SAU contre 871 €/ha en France. L'évolution diffère selon les postes et les OTEX : les coûts de fertilisation ont progressé de 20 % pour l'ensemble des exploitations auver-

2012 : évolution des subventions par exploitation et par OTEX

2012 : des aides en repli sur 2011 en raison de la baisse des aides "sécheresse"

	Subventions par exploitation (€)	Evolution entre 2011 et 2012 (%)	Subventions par ha exploité (€)	Subventions par UGB (€)
Bovins mixtes	49 500	- 0,8	486	469
Bovins viande	43 200	- 7,1	426	401
Autres herbivores	43 200	- 5,9	506	402
Grandes cultures	33 100	- 1,4	301	-
Bovins lait	31 400	- 1,9	433	472
Auvergne	40 100	- 5,6	428	480
France	31 100	- 1,7	363	626

Source : Agreste - RICA 2012

Charges en énergie et en eau par production et par exploitation en Auvergne

L'OTEX "grandes cultures" plus grande consommatrice en carburant
L'OTEX "bovins lait" plus grande consommatrice en électricité et en eau

	Grandes cultures	Bovins lait	Bovins viande	Autres herbivores	Auvergne
Quantités consommées en fioul domestique	10 130	6 167	6 192	4 418	6 865
Charges totales en énergie	12 568	8 405	7 713	6 655	9 046
dont charges en carburant et lubrifiant stockés	9 171	5 442	5 612	4 341	6 095
dont charges en électricité	2 032	2 016	806	823	1 568
Charges totales en énergie par ha de SAU	114	116	76	78	96
Quantités totales de fioul par ha de SAU	92	85	61	52	73
Charges en eau (hors irrigation)	455	1 162	1 036	850	1 049

Source : Agreste - RICA 2012

Charges d'approvisionnement des exploitations d'Auvergne en 2012 : 47 600 € en moyenne (8 % de plus qu'en 2011)

	Grandes cultures		Bovins lait		Bovins viande		Autres herbivores		Auvergne toutes OTEX	
	charges en €	par ha de SAU	charges en €	par ha de SAU	charges en €	par ha de SAU	charges en €	par ha de SAU	charges en €	Evolution 2012/2011
Engrais et amendements	25 900	236	5 800	80	5 900	58	4 500	53	8 200	+ 20 %
Semences et plants	10 100	92	1 800	25	1 200	12	1 200	14	2 400	+ 6 %
Produits phytosanitaires	13 000	118	1 100	15	900	9	800	9	2 500	+ 6 %
Aliments du bétail	900	-	24 800	342	14 800	146	25 200	295	20 200	+ 3 %
Produits vétérinaires	300	-	4 300	59	4 200	41	3 900	46	4 000	+ 5 %
Energie stockée	9 700	88	5 200	71	5 600	55	4 400	52	6 300	+ 13 %
Autres fournitures	600	-	4 100	57	4 800	47	2 800	33	4 000	+ 17 %
Total charges d'appro.	60 500	551	47 100	650	37 400	369	42 800	502	47 600	+ 8 %

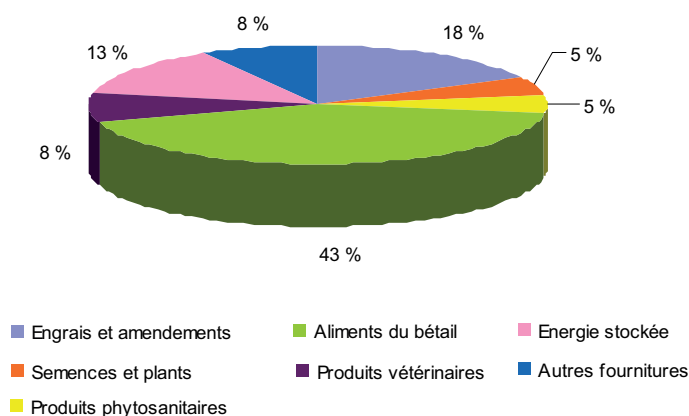
Source : Agreste - RICA 2012

gnates avec un ratio qui atteint 236 €/ha pour les producteurs céréaliers locaux soit 30 % de plus qu'en 2011. Cette tendance se retrouve également en élevage, car la reconstitution des stocks fourragers était nécessaire suite à la sécheresse de l'année précédente. Mais le poste qui pèse le plus sur le revenu des éleveurs reste l'alimentation animale avec des charges qui progressent sur un an de 3 % en moyenne en Auvergne et 7 % en France métropolitaine. En système bovin lait, le coût en concentré revient à 325 €/UGB (321 €/UGB au niveau national) et les achats de fourrages ont reculé de 16 %. En système ovin, les frais alimentaires représentent 60 % des charges totales d'approvisionnement contre 40 % en bovin viande.

Les charges en énergie grèvent fortement le revenu des agriculteurs auvergnats avec des coûts moyens à l'hectare proches de 100 € (137 €/ha au niveau national), soit encore une augmentation de 11 % par rapport à l'exercice précédent. La consommation moyenne en carburants dépasse les 10 000 litres pour une exploitation céréalière locale et les charges en électricité sont supérieures à 2 000 € pour une exploitation laitière (+ 8 %). La redevance annuelle en eau (hors frais d'irrigation) revient à plus de 1 000 € en élevage bovin. Les frais vétérinaires et les achats de fournitures ont plus augmenté en système bovin viande que dans les autres élevages.

Les autres charges d'exploitation

Répartition des charges d'approvisionnement en Auvergne toutes OTEX



Source : Agreste - RICA 2012

atteignent 69 000 € par structure (+ 5 %) en Auvergne contre 109 000 € sur l'ensemble du territoire national (+ 4 %). Elles sont essentiellement composées de la dotation aux amortissements dont le montant moyen approche les 25 000 € localement (30 000 € en métropole), en progression de 5 % par rapport à l'exercice précédent. Grâce à leurs bons résultats, les céréaliers auvergnats ont plus investi qu'en 2011 (+ 30 %) et que leurs homologues éleveurs. Au niveau national, 2012 représente la plus forte année d'investissement depuis 10 ans. En Auvergne, le matériel constitue plus de 60 % des achats et les bâtiments 30 %, principalement chez les éleveurs bovins laitiers et mixtes.

L'autre poste important concerne le fermage en augmentation de 4 % en Auvergne, plus élevée qu'en France

métropolitaine (+ 1,5 %). Ceci s'explique en majeure partie par une évolution plus conséquente des surfaces en location (+ 4 ha/exploitation). Ramené à l'unité de surface louée, le prix est de 112 € localement contre une moyenne nationale de 187 €. Les frais d'entretien des bâtiments bondissent de 16 % en un an et ceux pour le matériel plus modérément en Auvergne (+ 3 %) qu'en métropole (+ 7 %).

Pour ces derniers, le montant dépasse en moyenne les 5 500 € par structure auvergnate contre 7 300 € au niveau national. Les charges de travaux par tiers pénalisent fortement le revenu des céréaliers et leur augmentation (+ 11 %) est principalement due à l'envolée du prix des carburants. Les charges sociales sont considérées dans le RICA comme une opération comptable privée. Elles ne sont pas prises en

compte dans le calcul du revenu. La moyenne régionale s'élève à près de 8 000 € par exploitation mais avec de fortes disparités selon l'orientation économique. Indexée sur les résultats économiques plutôt favorables des dernières années, la couverture sociale des producteurs céréaliers auvergnats augmente de presque 20 % par rapport à l'exercice précédent pour atteindre pratiquement 10 000 € par exploitation. En comparaison, le montant moyen de ces charges s'élève entre 7 000 € et 7 500 € en élevage, mais il est supérieur à l'échelon national en élevage « bovin viande » et en ovin.

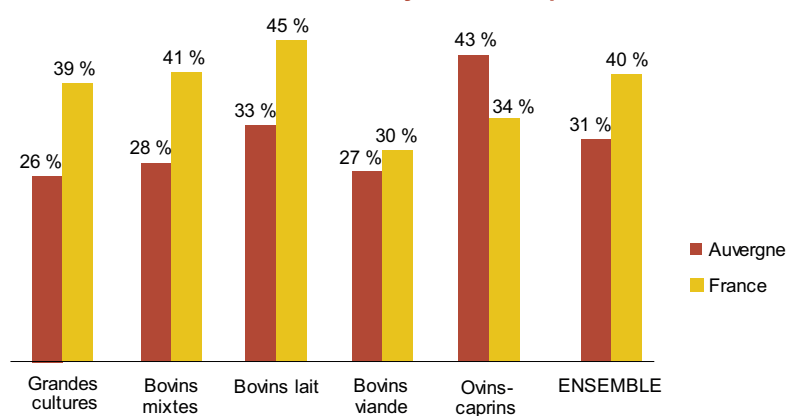
Charges financières : stabilité bienvenue

Le total des dettes par exploitation auvergnate s'élève en moyenne à 116 000 €, soit un léger repli par rapport à l'exercice précédent (- 0,6 %). Au niveau national, ce montant est estimé à 172 000 €, en progression de près de 2 % par rapport à 2011. Les OTEX les plus endettées demeurent les élevages de « bovins mixtes » qui doivent combiner des financements spécifiques aux deux systèmes de production, malgré le repli de la dette de 20 %. Ramenée à l'unité de surface, la dette moyenne auvergnate reste bien inférieure à celle de l'échelon national (1 200 € contre 2 000 €/ha) et ce quelle que soit l'orientation choisie.

L'endettement auvergnat est constitué pour plus de 70 % d'emprunts à long et à moyen termes, hormis pour les céréaliers locaux qui ont plus recours au court terme, essentiellement sous forme de dettes auprès des fournisseurs. Ce mode de financement a considérablement diminué durant l'exercice (- 14 %) alors qu'il s'est maintenu pour l'ensemble des productions nationales (+ 7 %).

Le taux d'endettement constitue un critère d'indépendance financière pour une exploitation agricole et permet d'apprécier sa capacité à faire face aux aléas conjoncturels ou économiques. C'est le ratio de l'endettement total sur l'ensemble des capitaux mobilisés (passif du bilan). Il atteint 31 % en Auvergne contre 40 % en France, soit une relative sta-

Taux d'endettement moyen en 2012 par OTEX



Source : Agreste - RICA 2012

Endettement moyen par exploitation en 2012 (en €)

La dette totale auvergnate moyenne baisse de 900 € par exploitation et augmente de 8 000 € en métropole

OTEX	Total dettes	Evolution 2012/2011	Total dettes 2012/ha SAU en €/ha	Dettes à long et moyen termes	Dettes à court terme	
					Total	dont dettes fournisseurs
Grandes cultures	101 274	- 0,5 %	922	55 711	45 564	45 564
Bovins lait	108 255	+ 4,3 %	1 493	81 773	26 482	26 482
Bovins viande	99 415	- 3,2 %	981	77 504	21 911	21 911
Bovins mixtes	120 149	- 20,4 %	1 179	87 744	32 405	32 405
Autres herbivores	106 658	+ 18,0 %	1 250	76 142	30 516	30 516
Auvergne	115 891	- 0,6 %	1 236	85 899	29 992	29 992
France	171 637	+ 1,8 %	2 002	112 097	59 540	59 540

Pour l'Auvergne, l'écart se creuse par rapport à la moyenne nationale

	Capacité d'autofinancement	Prélèvements privés	Autofinancement
Grandes cultures	85 200	48 100	37 100
Bovins lait	48 400	26 800	21 600
Bovins viande	46 700	30 500	16 200
Bovins mixtes	67 000	2 800	64 200
Autres herbivores	33 300	29 900	3 400
Auvergne	55 100	29 200	25 900
France	81 300	47 200	34 100

Source : Agreste - RICA 2012

bilité, hormis pour la production laitière qui nécessite de lourds investissements et en système ovin où la restructuration a débuté depuis 2010. La capacité d'autofinancement d'une exploitation est calculée à partir du résultat courant de l'exercice auquel on rajoute la dotation aux amortissements et la quote-part des subventions d'équipement. Cette ressource permet de financer les prélèvements privés et la part de l'investissement en autofinancement. En 2012, elle se redresse de près de 4 % en Auvergne contre 3 % à l'échelon

français, avec de meilleures progressions en « grandes cultures » qu'en « bovin lait » ou en système ovin. Les prélèvements privés suivent la même évolution. Ramenés à l'unité de main-d'œuvre non salariée (UTANS), ils atteignent 1 800 € par mois pour une exploitation auvergnate, presque le double pour une exploitation française (3 100 €). Ces prélèvements privés sont utilisés pour payer les charges sociales de l'exploitant et la rémunération de son travail. ■

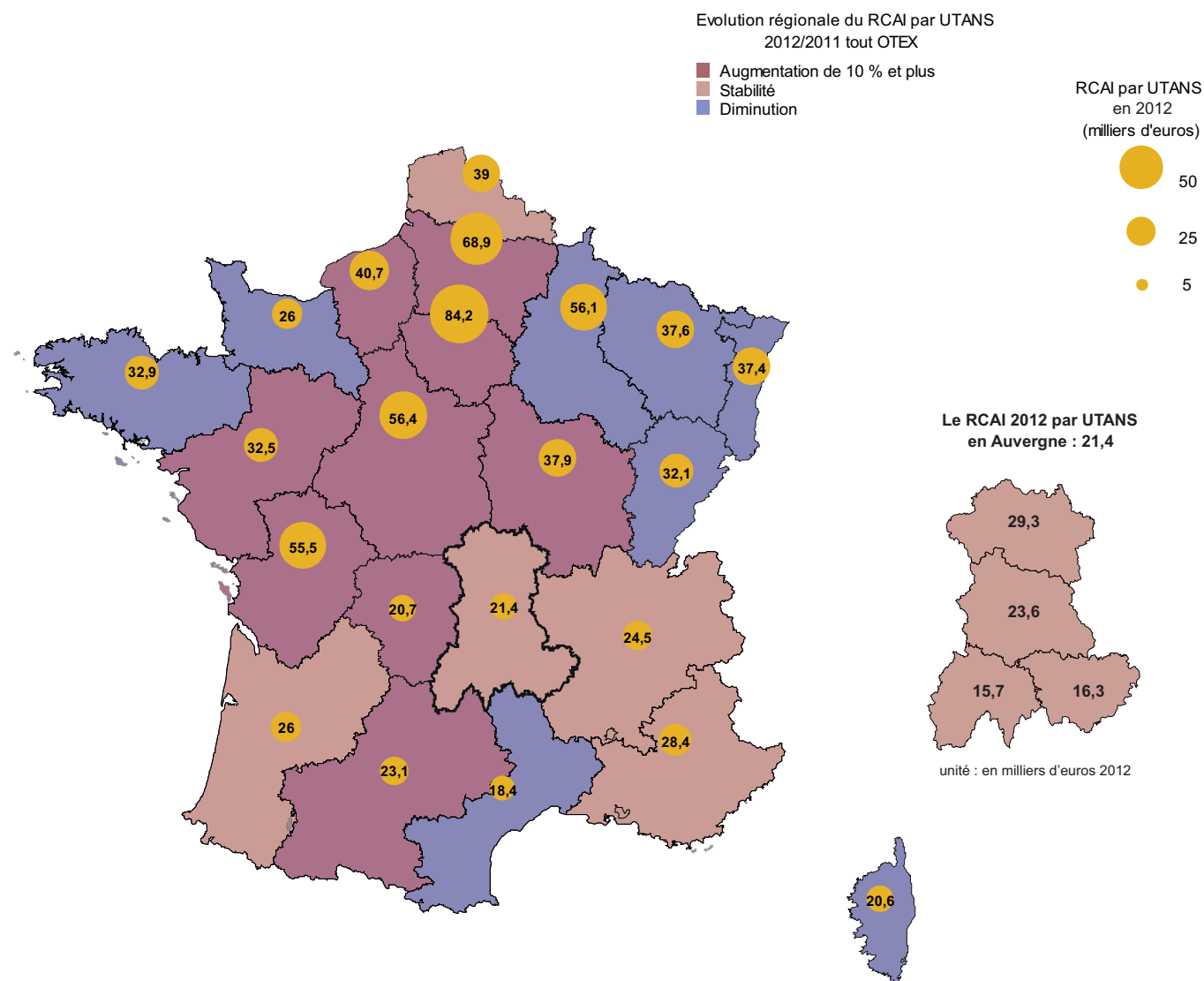
Pascal GAZEL

Place de l'Auvergne dans la France

L'analyse de la carte démontre bien la disparité régionale du revenu agricole. En effet, le RCAI moyen régional est supérieur dans la moitié nord du territoire national. La taille économique des exploitations y est globalement plus importante. La plupart de ces régions a pu bénéficier d'une conjoncture plus favorable pour l'otex « grandes cultures » qui y est largement représentée. En revanche, les zones laitières et certains secteurs viticoles (Champagne, Languedoc-Roussillon), pénalisées par la chute des volumes produits, connaissent une baisse plus importante du revenu moyen qu'ailleurs.

En Auvergne, le niveau du RCAI suit un gradient départemental sud-nord et se situe au 19^e rang des régions métropolitaines. L'Île-de-France retrouve la première place avec un revenu moyen supérieur à 86 000 €. Les régions Rhône-Alpes et Limousin se situent au niveau de l'Auvergne, se classant respectivement 17^e et 20^e, avec moins de 25 000 € par exploitation.

Résultat Courant Avant Impôts (RCAI) par effectif non salarié en France et en Auvergne



Moyennes par exploitation selon les systèmes de production en 2012

OTEX	Grandes cultures	Bovins lait	Bovins viande	Bovins mixtes	Autres herbivores	Toutes exploit. Auvergne	Toutes exploit. France
Nombre d'exploitations							
observées	46	94	110	45	26	360	7 317
représentées	1 170	4 161	4 921	1 523	677	14 081	304 585
Caractéristiques physiques							
Superficie Agricole Utilisée (ha)	109,9	72,5	101,3	101,9	85,3	93,8	85,7
dont SAU en fermage	84,2	55,7	71,5	82,4	67,9	70,3	70,5
Animaux							
UGB (1) herbiv/ha de SFP (2)	0,65	1,04	1,15	1,11	1,36	1,12	1,35
Vaches laitières (têtes)	-	41,7	-	29,2	-	-	-
Vaches allaitantes (têtes)	-	-	64,2	40,2	-	-	-
Brebis-mères (têtes)	-	-	-	-	409,6	-	-
Nombre d'UTA (3) totales	1,52	1,50	1,31	1,63	1,56	1,49	2,05
dont UTA (3) non salariée	1,23	1,41	1,28	1,51	1,48	1,38	1,44
Éléments du bilan (€)							
Fonds de roulement net	120 998	58 770	79 733	75 535	35 719	78 580	122 306
Autofinancement	37 069	21 585	16 135	64 260	3 385	25 852	34 134
Actif immobilisé	229 790	255 189	283 784	338 267	195 180	278 038	263 128
Actif circulant	163 819	81 777	97 684	103 682	58 408	104 022	174 128
Capitaux propres	293 433	228 937	282 867	321 956	149 375	266 856	267 052
Endettement total	101 274	108 255	99 415	120 149	106 658	115 891	171 637
Soldes intermédiaires de gestion (€)							
Production de l'exercice (nette des achats animaux)	172 500	106 100	77 000	111 700	66 400	106 800	207 800
+ rabais, remises, ristournes obtenus	300	0	0	0	0	100	400
- charges d'approvisionnement	60 300	47 500	37 100	53 000	41 900	47 500	76 000
- loyers et fermages	12 800	5 500	7 700	10 000	5 800	7 900	13 200
- autres achats et charges externes	43 300	31 900	27 600	32 500	24 800	32 600	51 000
= valeur ajoutée produite	56 400	21 200	4 600	16 200	- 6 100	18 900	68 000
+ remboursement forfaitaire TVA	-	-	-	-	-	-	-
+ subventions d'exploitation	32 900	31 800	45 300	49 700	43 900	40 300	31 100
+ indemnités assurances	3 500	500	1 200	1 300	900	1 300	1 800
- impôts et taxes	2 500	1 300	1 400	1 400	1 600	1 500	2 200
- charges de personnel	5 800	1 500	300	1 700	1 400	1 900	13 500
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	84 500	50 700	49 400	64 100	35 700	57 100	85 200
+ transferts de charges et autres	400	300	100	0	100	100	300
- dotation aux amortissements	26 300	26 200	21 200	27 500	19 400	24 900	29 700
= Résultat d'exploitation	58 600	24 800	28 300	36 600	16 400	32 300	55 800
+ produits financiers	2 300	300	100	300	100	500	700
- charges financières	2 700	3 000	2 800	3 300	3 000	3 300	5 200
Résultat courant avant impôts (RCAI)	58 200	22 100	25 600	33 600	13 500	29 500	51 300

Source : Agreste - RICA 2012

(1) UGB : Unité Gros Bétail ; 1 vache laitière = 1 UGB, 1 ovin = 0,15 UGB

(2) SFP : Surface Fourragère Principale en ha

(3) UTA : Unité de Travail Annuel ; 1 UTA équivaut au travail d'une personne à temps plein pendant un an

- : Résultat non significatif ou sans objet

Vous trouverez des données complémentaires sur notre site :

<https://stats.agriculture.gouv.fr/disar>

Vous pouvez également contacter le SRISE d'Auvergne (voir coordonnées ci-dessous)